Burundi : la police nationale dément les rumeurs d'enlèvement d'enfants

@rib News,Â 10/05/2018Â â€“ SourceÂ Xinhua La Police nationale du Burundi a dÃ©menti mercredi des rumeurs d'enlÃ¨vement d'enfants, destinÃ©es selon le porte-parole de ce corps Ã "perturber la quiÃ©tude de la population". Des informations qui circulent sur les rÃ©seaux sociaux et dans des rues et quartiers de la capitale burundaise rapportent l'existence d'un groupe de personnes qui enlÃ¨verait des enfants Ã des fins superstitieuses.

Selon Pierre Nkurikiye, porte-parole du ministÃ¨re de la de la SÃ©curitÃ© Publique et de la Gestion des Catastrophes, ces rumeurs de kidnapping avancent que les auteurs de ces crimes promettraient une somme de 5.000 dollars Ã qui les aiderait. M. Nkurikiye a organisÃ© une confÃ©rence de presse oÃ¹ il a formellement dÃ©menti ces informations qu'il a qualifiÃ©es de rumeurs "auxquelles on s'est habituÃ© chaque fois qu'on approche des Ã©lections". "Ce sont des rumeurs sans fondement car il n'y a eu aucun cas constatÃ© par les services en charge des enquÃªtes qui les confirmeraient", a assurÃ© Pierre Nkurikiye, qui a ajoutÃ© que ces rumeurs n'avaient d'autres visÃ©es que de semer le trouble et la peur au sein de la population. Il a demandÃ© Ã toute personne qui constaterait l'absence de son enfant de s'adresser Ã la police de la localitÃ©, Ã l'administration ou au comitÃ© mixte de sÃ©curitÃ© pour que les enquÃªtes commencent immÃ©diatement et po que l'enfant soit retrouvÃ©, au lieu de diffuser cette information dans la rue ou sur les rÃ©seaux sociaux. Il a Ã©galement promis d'apprÃ©hender les personnes relayant ces rumeurs et de les traduire devant la justice. "Le ministÃ¨re de la SÃ©curitÃ© Publique et de la Gestion des Catastrophes voudrait informer le public qu'il a Ã©tÃ© demandÃ© au service chargÃ© des enquÃªtes d'apprÃ©hender toute personne relayant ces rumeurs afin qu'elle soit traduite devant la justice comme fauteuse de troubles", a dÃ©clarÃ© P.Nkurikiye. Il a Ã©galement demandÃ© Ã la population d'Ãªtre vigilante, de bien encadrer les enfants et surtout d'informer les forces de sÃ©curitÃ© afin de dÃ©terminer qui Ã©tait Ã l'origine des rumeurs. Ces rumeurs persistantes depuis deux semaines interviennent alors que les responsables des partis politiques et autres acteurs politiques battent campagne pour le rÃ©fÃ©rendum constitutionnel oÃ¹ ils appellent leurs militants en Ã¢ge de voter Ã se prÃ©senter aux bureaux de vote le 17 mai 2018 pour s'exprimer sur le projet de rÃ©vision de la Constitution de 2005.

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});